



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestation de restauration collective pour la
fourniture de repas aux structures extra-
hospitalières**

N° du CCAP : 2025-46

Hôpitaux Paris Est Val-de-Marne
12-14 rue du Val d'Osne
94410 SAINT-MAURICE
Tél : 01 43 96 60 07

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestation de restauration collective pour la fourniture de repas aux structures extra-hospitalières
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	1 an
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Durée et délais d'exécution	6
4.1 - Durée du contrat	6
4.2 - Reconduction	6
5 - Prix.....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.2 - Modalités de variation des prix	7
5.3 - Clause de sauvegarde.....	7
5.4 - Clause butoir.....	7
6 - Garanties Financières	7
7 - Avance	7
8 - Modalités de règlement des comptes.....	8
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
8.3 - Délai global de paiement	8
8.4 - Paiement des cotraitants	8
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
10 - Développement durable.....	9
11 - Constatation de l'exécution des prestations	9
11.1 - Vérifications	9
11.2 - Décision après vérification	9
12 - Pénalités.....	9
12.1 - Pénalités de retard.....	9
13 - Assurances	11
14 - Clause de réexamen	11
15 - Résiliation du contrat.....	11
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	11
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
16 - Utilisation du nom et logo des Hôpitaux Paris-Est Val-de-Marne.....	12
17 - Règlement des litiges et langues.....	12
18 – Protection des données à caractère personnel.....	12
19 – Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	13
20 – Continuité des prestations	13
21 – Tribunal compétent	13
22 - Dérogations.....	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Prestation de restauration collective pour la fourniture de repas aux structures extra-hospitalières

La prestation comprend également la livraison de micro pains de beurre et de yaourts. En cours d'exécution, les yaourts pourraient être supprimés et les quantités de beurre pourraient être revues à la baisse. Les quantités communiquées dans le présent dossier de consultation sont données à titre indicatif et n'ont aucune valeur contractuelle.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Le détail des adresses de livraison est indiqué dans l'annexe jointe (voir fichier « annexe structures »).

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Une négociation avec les candidats pourra être menée par le pouvoir adjudicateur après l'examen des offres. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de choisir l'offre économiquement la plus avantageuse qu'elle ait été faite avant ou après la négociation.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les recommandations du Groupement d'Etude des Marchés en Restauration Collective et de Nutrition (GEM-RCN), de portées générales et propres à chacun des produits dans sa dernière version
- L'offre technique et financière du titulaire, y compris le cadre de réponse technique (CRT)

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au marché.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le Titulaire est ainsi tenu de respecter la confidentialité et d'assurer la sécurité des données à caractère personnel dont l'Etablissement a la charge.

Par ailleurs, Le Titulaire et l'Etablissement qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en oeuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou de l'Etablissement, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à eux pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses personnels, partenaires, sous-traitants qui pourraient intervenir.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché ou dont la transmission est imposée par la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter du 10/11/2025 jusqu'au 10/11/2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 1 an et 36 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Le marché est traité à **prix unitaire révisables**.

Les prix unitaires figurant au bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix **sont fermes** pour la première période d'exécution du marché. A l'issue de celle-ci, les prix pourront être révisés conformément à l'article 5.2 ci-après.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 07/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n, sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée

- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro ou indice utilisé lors de la dernière révision

Les prix de base sont révisés à la demande du Titulaire du marché, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule paramétrique ci-après. Pour ce faire, le titulaire transmet à la cellule Achat des Hôpitaux de Saint-Maurice, deux mois avant l'échéance, sa demande de révision des prix par lettre recommandée avec AR.

5.2.1 Formule de révision des prix des repas :

$$P = P_0 \times (0,25 S_n/S_0 + 0,55 I_n/I_0 + 0,10 TCH_n/TCH_0 + 0,10 E_n/E_0)$$

Dans laquelle :

P = Prix

S = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Hébergement, restauration (NAF rév. 2 section I) - Base 100 en décembre 2008 - **Identifiant : 001565191**

I = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 11.1.1.1 - Restaurants, cafés et établissements de danse – **Identifiant 001764233**

TCH = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Transports, communications et hôtellerie (TCH) – **Identifiant 001763861**

E = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A21 D, CPF 35 – Électricité, gaz, vapeur et air conditionné – **Identifiant 010764352**

5.2.2 Formule de révision du prix du beurre :

$$P = P_0 \times (B_n/B_0)$$

B = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10.51 – Beurre conditionné – **Identifiant 010763694**

5.3 - Clause de sauvegarde

Néant

5.4 - Clause butoir

Néant

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 20002709200010
- Code service : F1

La facturation sera mensuelle et indiquera par site de livraison, le détail des prestations effectuées.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution :

La liste des lieux de livraison figure en annexe du dossier de consultation

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

10 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure. Les jours sont entendus en jours calendaires.

Dans le cas d'un marché subséquent et/ou d'un bon de commande comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet des pénalités la concernant.

Le paiement des pénalités n'est pas libératoire et leur montant est plafonné à 15 % du montant TTC de la facture mensuelle du mois concerné par les dysfonctionnements objet du décompte de pénalités.

Les pénalités indiquées ci-après sont cumulables.

Le titulaire du marché s'obligera à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui sera signifié par lettre recommandée avec accusé de réception ou par dépôt sur le profil acheteur. Dans le cas contraire, elles seront déduites directement par l'établissement.

Constats	Pénalités
Retard de livraison Entre 31 et 60 minutes Entre 61 et 120 minutes	100 € par livraison en retard 150 € par livraison en retard
Ecart de + de 5 % par rapport au grammage stipulé dans l'offre	30 € par jour et par produit
Eléments manquants dans la composition du repas	20 € par produit manquant
Modification du menu sans avertissement de la part du titulaire	100 € par livraison
Repas : impropres à la consommation le jour de la livraison (moisissures, présence de corps étrangers,...)	150 €
Périphériques : impropres à la consommation le jour de la livraison (produit abimé, moisissures, présence de corps étrangers,...)	20 € par produit
Modification de l'organisation des livraisons sans avertissement préalable	150 €

Exemple :

Jour 1 déjeuner : les crudités et le fromage ne respectent pas le grammage : 2 pénalités

Jour 1 dîner : le poisson ne respecte pas le grammage : 1 pénalité

Soit 3 pénalités appliquées Jour 1, soit 90 €

Jours 2 à 30 : aucun écart constaté

Jour 31 déjeuner : la viande ne respecte pas le grammage : 1 pénalité, soit 30 €

Total des pénalités à appliquer sur le mois concerné : 4 pénalités, soit 120 € à déduire de la facture du mois concerné.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Au cours de son exécution, le marché pourra subir les modifications suivantes (art R2194-1 du Code de la commande publique) :

- Ajout ou suppression de points de livraison
- Modification de la composition du repas
- Modification des grammages
- Modifications des contenants des repas

A chaque modification, le bordereau des prix pourra être réactualisé conformément au prix du marché. Ce document précisera notamment :

- La date d'effet de la modification ;
- L'objet de la modification.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.

1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Utilisation du nom et logo des Hôpitaux Paris-Est Val-de-Marne

Le nom et le logo des HPEVM demeurent leur propriété exclusive.

Toutefois, le Titulaire du marché pourra être autorisé à les utiliser dans le cadre d'actions de communication SOUS RESERVE d'obtenir l'autorisation expresse de l'Etablissement. Les HPEVM se réservent le droit de demander au Titulaire de modifier le contenu du support de communication concerné.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Melun est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 – Protection des données à caractère personnel

Les informations recueillies dans le cadre du présent marché font l'objet de traitements informatiques au sens de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 et du Règlement Général sur la Protection des Données n°2016/679 du 27 avril 2016.

Ces informations peuvent contenir les données à caractère personnelles et notamment : les noms, prénoms, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants des candidats (adresse, numéro de téléphone, numéro de télécopie, adresse de courrier électronique)

Ces données à caractère personnel sont collectées en vue de la bonne exécution du marché et seront conservées pendant toute sa durée et en archivage pendant une durée de cinq ans suivant sa fin.

Les destinataires des données à caractère personnel sont les personnes chargées de suivre l'exécution de la présente procédure.

En aucun cas, ces données à caractère personnel ne seront transmises à des tiers.

Conformément à la réglementation en vigueur, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent à tout moment :

- d'un droit d'accès à ses données à caractère personnel ;
- d'un droit de rectification de ses données en les mettant à jour ou en les faisant rectifier ;

- d'un droit à la limitation du traitement en sollicitant sa suspension ;
- d'un droit d'opposition au traitement de ses données à caractère personnel ;
- d'un droit à l'effacement en sollicitant la suppression des données à caractère personnel les concernant ;
- d'un droit à la portabilité en récupérant ses données à caractère personnel afin d'en disposer.

Elles peuvent exercer ces droits à tout moment en adressant un courriel à

Madame Emeline DA GRACA
Déléguée à la protection des données
Emeline.dagraca@ght94n.fr

19 – Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

En cas d'inexécution de la prestation, de retard ou d'exécution partielle de celle-ci pour quelque motif que ce soit, l'acheteur pourra faire appel à l'entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable pour suppléer à la défaillance du contractant et ceci aux frais exclusifs de ce dernier. Ces dispositions seront applicables conformément à l'article 45 du CCAG/FCS.

20 – Continuité des prestations

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève des salariés de l'entreprise, le titulaire du marché devra exécuter intégralement les prestations prévues au marché, que la grève soit ou non précédée d'un préavis. En tout état de cause, l'établissement devra être informé sans délai de la situation.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du marché, l'établissement pourra y pourvoir par tous les moyens qu'il jugera utiles, aux frais, risques et périls de l'entreprise titulaire. Ces mesures seront limitées à la durée de la grève ou à la durée de l'évènement ayant conduit à l'interruption des prestations.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'administration par tous moyens de droit, leur montant pouvant être retenu sur les facturations mensuelles restant dues.

21 – Tribunal compétent

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas, ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre les deux établissements et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de contestations relatives à l'exécution du marché, le tribunal administratif de MELUN, 43 rue du Général de Gaulle, 77000 MELUN sera seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

22 - Dérogations

- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

ANNEXE 1 : Liste des structures à livrer